



La BBC trahit les principes journalistiques les plus élémentaires quant il s'agit de la Syrie

Par [Jeremy Salt](#)

Mondialisation.ca, 20 janvier 2018

[American Herald Tribune](#) 15 janvier 2018

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Mensonges, manipulations et falsifications ont toujours été «de bonne guerre», la vérité étant la « première à être sacrifiée ». Mais les deux dernières décades ont vu, du fait de la technologie, une escalade sans précédent des falsifications en période de guerre. Les mensonges des Etatsuniens, des Britanniques, des Australiens et de leurs alliés avaient déjà atteint un paroxysme, avant et pendant l'invasion de l'Irak de 2003. Ensuite, on a eu droit au tissu de mensonges sur l'épisode libyen, comme ceux sur les mercenaires africains « shootés » au viagra. Et le summum est atteint, depuis sept ans, avec la Syrie et sa fameuse « révolution », dont les informations nous parviennent sous forme de photos truquées, de montages et de reconstitutions, le tout cautionné par les médias grand public.



'Chlorine attack' on Syrian rebel enclave

Health workers in Eastern Ghouta say six people were treated for breathing problems

bbc.com

A de rares exceptions près, les médias anglo-étatsuniens (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Australie et Canada) n'ont pas couvert la crise syrienne en tant que telle. Leur information a consisté en un déferlement de propagande, par vagues successives. Dire que la crédibilité des médias n'est jamais descendue aussi bas serait un euphémisme. Elle est

même nulle pour ce qui touche au Moyen-Orient, à l'exception d'une poignée de correspondants qui rectifient occasionnellement le tir.

En se fiant à la parole des « rebelles » et des « activistes » et en refusant de diffuser celle du gouvernement syrien, les médias ont déversé sur la toile un tissu de mensonges destiné à justifier et perpétuer une fois de plus l'agression « occidentale » à l'encontre d'un pays arabe, à la différence près qu'il ne s'agit pas cette fois, d'une agression militaire ouverte comme en Irak ou en Libye, mais qu'elle est perpétrée par des groupes armés terroristes intermédiaires qui tuent et sèment le chaos à travers tout le pays.

Si l'on s'en tient aux normes admises, il n'y a pas de « modérés » parmi ces groupes. Le vice-président étatsunien Joe Biden a vendu la mèche à ce sujet en 2014 en disant ouvertement que les « rebelles » ne comptaient aucun groupe modéré dans leurs rangs. Il peut leur arriver de se battre entre eux sur des questions de territoire, d'armes, et de pouvoir, mais ils ont la même idéologie que leur ennemi officiel - qui est aussi l'ennemi désigné par les gouvernements occidentaux - l'Etat Islamique : l'objectif majeur commun à tous ces groupes est l'élimination des Chiites et des Alaouites et l'établissement d'un régime islamique takfiriste (d'excommunication) à Damas.

Les derniers gros titres auxquels nous avons eu droit sont consacrés au « siège » imposé par le « régime » aux habitants de la Ghouta orientale, une région située aux environs de Damas, sur fond d'histoires poignantes d'enfants mourant de faim ou de refus de soins hospitaliers. La responsabilité de ces exactions est imputée au régime, exonérant ainsi le groupe takfiri Jaysh al-Islam (l'Armée de l'Islam) de toute implication - John Kerry lui-même désignait ce groupe comme une branche de l'Etat Islamique et du Front al-Nosra. Ces groupes, armés et financés par des gouvernements étrangers, dont l'Arabie Saoudite et le Qatar, se sont emparés d'une grande partie de la région et y maintiennent la population en otage. Leur élimination, légitimement entreprise par le Gouvernement syrien, entraîne la mort de civils. Les reportages qui parlent du « siège » de la Ghouta et du soutien sincère apporté par la population aux groupes takfiris sont donc aussi affabulateurs que ceux qui ont relaté l'épisode d'Alep Est. Dans sa restitution médiatique, il était présenté comme un « siège » imposé par le « régime », mais lorsque la ville a été libérée de ses occupants takfiris, les habitants ont dansé de joie dans les rues ! Il se produira la même chose dans la Ghouta, dans les différents secteurs d'où les groupes terroristes seront chassés.

On évoque maintenant un recours aux armes chimiques par le « régime » dans cette région. Selon le site web d'informations de la BBC ("[Syrian war: Reports of chlorine gas attack on rebel-held Eastern Ghouta](#)" - « Guerre en Syrie : Signalement d'attaques au chlore perpétrées dans la Ghouta orientale tenue par les rebelles » 13 janvier), « des personnes » ont fait état d'une odeur de gaz à la suite d'une attaque de missile. Un « soignant » est également mentionné, ainsi qu'un « travailleur humanitaire » selon lequel dix hôpitaux seraient concernés. Rien de réellement concret, aucune preuve d'une attaque au chlore, pas plus que de confirmation ultérieure de ces informations par la BBC.

Cette dernière réalise de merveilleux documentaires sur la faune et d'excellents long-métrages mais, pour ce qui est du conflit syrien, elle a totalement enfreint les règles déontologiques du journalisme en matière d'objectivité et de pondération. Tout comme les autres médias [de l'establishment dont Le Monde, Le Temps, Libération, Ndlr] elle diffuse le point de vue des « rebelles » et des « activistes ». Les accusations portées par ces groupes apparaissent en gros titres sans être étayées, leur vocation n'étant pas d'informer mais de dénigrer le gouvernement syrien, dont le point de vue n'est jamais présenté autrement que

sous l'angle du déni : « *Le gouvernement syrien rejette les accusations....* » Ce jeu symbiotique entre les groupes terroristes et les médias fonctionne depuis sept ans. A travers ces informations biaisées, les médias ont soutenu le conflit syrien et doivent à ce titre assumer leur part de responsabilité des énormes destructions humaines et matérielles qu'il a générées.

Parmi tous les organes de presse, la BBC bat les records de la non-crédibilité sur cette question des armements chimiques. En 2013, elle s'est compromise dans l'invention d'une [prétendue attaque](#) à l'arme chimique contre une école d'Alep. Enfants et jeunes gens gémissant sur le sol, visages recouverts de crème à raser, effets théâtraux pour donner l'illusion de brûlures et de lambeaux de peau arrachés, le tout n'était qu'une grotesque mise en scène avec de mauvais acteurs. La femme qui s'adressait à la caméra, le Dr Roula, s'est révélée être Roula al-Hallam, la fille d'un membre de l'opposition syrienne en exil. Avant ce montage, il y avait eu l'histoire de la jeune femme qui avait prétendu en pleurant comme un veau que des bébés étaient jetés de leurs couveuses par des soldats irakiens après l'invasion du Koweït en 1991. On avait découvert qu'il ne s'agissait pas d'une infirmière de l'hôpital, mais de la fille de l'ambassadeur du Koweït aux Etats-Unis. Ce montage théâtral avait été produit par une société de Relations Publiques.

Dans le délai de quelques heures qui s'était écoulé avant sa deuxième diffusion le 30 août, la première déclaration du Dr Roula (en date du 29 août), établissant qu'il semblait s'agir d'une *attaque au napalm*, avait été remplacée par « *une attaque à l'arme chimique* ». Le film était identique, il s'agissait du même Dr Roula, mais les mots sortant de sa bouche n'étaient pas les mêmes.

La date de ce montage est centrale dans cette histoire. Le 21 août, qui est le jour précis où des experts en armements chimiques mandatés par les Nations Unies sont arrivés à Damas, le gouvernement syrien était accusé d'avoir orchestré une attaque chimique dans la région de la Ghouta qui aurait tué des centaines de personnes. Le 26 août, avait lieu la prétendue attaque au napalm - devenue ensuite une attaque chimique - contre l'école d'Alep. Les 29 et 30 août, ces accusations étaient diffusées deux fois par la BBC, avec le remplacement du mot « *napalm* » par « *chimique* » dans le second reportage. Plus tard dans la même journée (30 août), la Chambre des Communes votait sur la question de l'intervention militaire en Syrie. Le gouvernement de Cameron perdait finalement la partie, mais de très peu (285-272). La diffusion de ce montage produit par la BBC avait vraisemblablement eu pour but de faire basculer le vote en faveur d'une intervention.

Cette (prétendue) attaque chimique dans la région de la Ghouta à la périphérie de Damas - qui devait préparer et justifier une intervention militaire contre la Syrie - n'a jamais été expliquée par les médias qui avaient faussement accusé le gouvernement syrien. L'identité des enfants dont les corps avaient été exhibés (parfois les mêmes corps en différents emplacements) reste un mystère. Ils ont été utilisés à des fins de propagande avant de disparaître pour toujours. Les takfiris ont récemment massacré des centaines d'Alouites dans le Gouvernorat de Lattaquié et ont kidnappé des dizaines de femmes et d'enfants : selon Mère Agnès, la religieuse qui, faisant ce que les médias auraient dû faire, a cherché à connaître la vérité, certaines mères ont identifié les enfants de la Ghouta comme étant les leurs.

Les preuves établies par des scientifiques et des journalistes, en particulier celles établies par [Seymour Hersh](#), ont irréfutablement montré que les tirs d'armes chimiques provenaient de positions tenues par les takfiris. Barack Obama a déclaré qu'une attaque aux armes

chimiques constituerait sa « ligne rouge » et les takfiris se sont employés à la lui faire franchir. L'implication vraisemblable d'autres gouvernements dans cette provocation était un autre sujet auquel les médias n'ont pas donné suite.

Le *New Yorker* ne s'intéressant pas à son histoire, Hersh l'a soumise à la *London Review of Books* (magazine politique et littéraire), qui l'a publiée. Quand il a relaté le mensonge sur la deuxième pseudo-attaque, à Kan Shaikhum, en avril 2017, il a dû se tourner vers un éditeur allemand (*Die Welt*). Son côté « diseur de vérités qui dérangent » lui a valu une rapide baisse d'intérêt de la part des médias alors qu'incontestablement, c'est un remarquable journaliste d'investigation, à commencer par sa couverture du [massacre de My Lai](#) pendant la guerre que les USA ont menée au Vietnam (et dans d'autres pays limitrophes). Alors que Trump a bombardé une base aérienne syrienne près de Khan Shaikhum, Obama, lui, a battu en retraite à la dernière minute. Selon Hersh, les spécialistes du renseignement savaient que le gouvernement syrien n'était pas derrière l'attaque aux armes chimiques des environs de Damas mais « *Comment servir ce gars - Obama - quand lui et son équipe de la Maison Blanche maquillent les renseignements au fur et à mesure ?* ».

La guerre en Syrie se poursuit. Elle est, comme beaucoup l'avaient prédit, loin d'être terminée : mais pour ce qui concerne l'intervention extérieure, elle n'aurait jamais dû commencer. Alors que l'anéantissement de l'Etat Islamique en Syrie, qui justifiait la présence de son armée, est virtuellement achevé, l'Amérique refuse de quitter le terrain. Elle a joué un double jeu, déclarant la guerre à l'EI tout en coopérant secrètement avec lui de différentes façons. Elle a misé sur la création d'une principauté salafiste dans la partie orientale de la Syrie et l'Etat Islamique l'a fait. Elle a laissé les combattants terroristes quadriller le désert syrien, en direction de Mossoul et de Palmyre, sans intervenir, alors que sa reconnaissance par satellite avait clairement repéré les ornières creusées par leurs camions dans la poussière estivale. Au cours de leur déplacement vers Deir Ezzor, les forces spéciales de l'armée étatsunienne ont traversé des positions tenues par l'Etat Islamique ; c'est avec leur aide que des combattants takfiris et leurs familles ont pu sortir de Raqqa ; nombre d'entre eux, rebaptisés comme « rebelles », ont bénéficié de l'entraînement dispensé par l'armée étatsunienne sur sa base de al-Tanf.

Loin de se retirer de Syrie, les Etats-Unis s'y retranchent même plus profondément. Ce n'est pas pour les Kurdes ni pour le bien du peuple syrien. C'est pour leurs intérêts et vraisemblablement ceux d'Israël - qui vient de passer un an à préparer sa prochaine guerre, avec le Liban dans sa ligne de mire prioritaire, et qui admet avoir tiré au moins 100 missiles contre la Syrie. Les Etats-Unis ne quittent pas non plus l'Afghanistan. En aucun endroit d'ailleurs, il n'est question qu'ils désarment ou se rabattent ; ils renforcent au contraire leur position globale, à l'affût de toute opportunité qui puisse les avantager dans leur rivalité avec la Russie et la Chine. La Syrie est actuellement prise dans cet étau.

La rhétorique creuse qui consiste à soutenir « uniquement les rebelles » se poursuit. Si les groupes takfiris regroupés dans Jaysh al-Islam ne sont pas officiellement désignés en tant que groupe terroriste, c'est parce que, lorsque la Russie a proposé, en novembre 2016, de les ajouter à la liste de sanction des Nations Unies, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni y ont opposé leur veto. Ces pays soutiennent politiquement les terroristes, qui reçoivent dans le même temps de l'Arabie saoudite et de quelques autres pays l'argent et les armes nécessaires pour maintenir en otage la population de la Ghouta orientale. C'est cela la vraie réalité du « siège » de cette région.

Article original en anglais : [BBC Betrays the Most Basic Journalistic Principles When It Comes to Syria](#), American Herald Tribune, le 15 janvier 2018

Traduction : [Le blog de Sam Latouch](#), le 19 janvier 2018

Ancien journaliste, Jeremy Salt est maintenant professeur d'Université. Il travaille au Département de Sciences Politiques et d'administration Publique, de l'Université de Bilkent, à Ankara, où il dispense des cours sur l'histoire moderne du Moyen-Orient et sur la propagande. Son ouvrage le plus récent « The unmaking of the Middle East- A History of Western Disorder in Arab Lands » (Berkeley: University of California Press, 2008.)

La source originale de cet article est [American Herald Tribune](#)

Copyright © [Jeremy Salt](#), [American Herald Tribune](#), 2018

Articles Par : [Jeremy Salt](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca